

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3200

17 décembre 2013

SOMMAIRE

Aeon Resources Investments Limited ...	153556	RM2 International S.A.	153565
Albert 2 S.A.	153597	RM2 International S.A.	153568
Alsept Promotions S.A.	153597	SALON ANDRE, société à responsabilité limitée	153555
A. Menarini Participations Internationales S.A.	153594	Saona S.A.	153555
AMP Capital Investors (Direct Property Fund) Luxembourg S.à r.l.	153556	SB Luxembourg S.à r.l.	153554
Aruba S.A.	153561	Scroccaro European Management Sarl ..	153558
Auto-Ecole Albert Schreiber S. à r. l. ...	153556	SEAGULL Consulting & Strategy S.A. ..	153564
CFC Finance	153566	Service Audio Video S.A.	153559
Chalgrin S.A.	153566	Sheringham Holding S.à r.l.	153555
Chariot-Lux Manutention, S.à r.l., en abrégé C.L.M. S.à r.l.	153566	Sileine S.A.	153561
Chopin Holdings S.à r.l.	153554	Sinaf S.A.	153558
CL Company	153566	SISA Estate S.à r.l.	153558
Cott Luxembourg	153565	Sixième Holding S.A.	153557
Crédit Agricole Private Capital S.C.A., SI- CAV-SIF	153583	Skalar International Luxembourg Holding S.à r.l.	153554
Distrib' Meat S.à r.l.	153565	Smart Media S.à r.l.	153559
ECT Finance S.A.	153567	So.Fi.Mar. International S.A.	153557
Engelshaischen S.A.	153567	SOF-VII European Hotel Holdings, S.à r.l.	153561
EuroSITQ IBC Tower A and B GmbH ..	153567	Stala Holding S.A.	153557
Federspiel & Back Holding S.à r.l.	153567	Starwood Finance Luxembourg S.à r.l. ..	153565
Ferlux Investment S.A.	153555	Starwood Luxembourg Holding S.à r.l. ..	153564
Gas Technik Luxemburg (G.T.L.), S.à r.l.	153566	Suissimmo S.A.	153560
G.M. Aviation Services	153564	SWC Overseas S.A.	153559
m.e.g.a. performance s.à r.l.	153563	TA EU Acquisitions II S.à r.l.	153563
Mousseluxe S.à r.l.	153563	Telefonmarketing Luxembourg S.à r.l. ..	153562
Pillar shipping S.C.S.	153600	TE Yorckstrasse S.à r.l.	153557
QS Geo Pep S.C.A., SICAR	153568	Trafigura Trade Investments (Luxem- bourg) S.à r.l.	153562
QS REP II SCA SIF	153568	Truc S.A.	153564
Quinlan Private Shrewsbury Investments S.A.	153568	Uan S.A.	153560
RINNEN Constructions Générales S.à r.l.	153599	WestOptimal	153569
		West & Orient Invest S.à r.l.	153556

Chopin Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 173.919.

—
EXTRAIT

1) Suite à un déménagement, les associés de la Société suivent demeurent désormais à 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KY1-9005, Iles Caïmans:

- CVC European Equity Partners V (A) L.P.
- CVC European Equity Partners V (B) L.P.
- CVC European Equity Partners V (C) L.P.
- CVC European Equity Partners V (D) L.P.
- CVC European Equity Partners V (E) L.P.
- CVC European Equity Partners Tandem Fund (A) L.P.
- CVC European Equity Partners Tandem Fund (B) L.P.
- CVC European Equity Partners Tandem Fund (C) L.P.

2) Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des associés de la Société en date du 15 novembre 2013 que:

- Mr. Giorgio De Palma, employé, né le 28 août 1974 à Milan, Italie, ayant son adresse professionnelle à Via dell'Orso 8, 20121 Milan, Italie; et

- Mr. Alex Fotakidis, employé, né le 18 juillet 1977 in Athènes (Grèce), ayant son adresse professionnelle à 111 Strand, Londres WC2R 0AG, Royaume-Unis;

ont été nommé gérants de la Société avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 Novembre 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013160638/30.

(130196961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

SB Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 165.310.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SB Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013163065/11.

(130200059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Skalar International Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 93.054.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Skalar International Luxembourg Holding S.à r.l.

Itay Braun / Stephany Marcel Joseph

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2013163084/13.

(130199596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

SALON ANDRE, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9710 Clervaux, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 99.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013163060/10.

(130199538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Saona S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 159.924.

Les comptes annuels 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163063/10.

(130199260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Sheringham Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 138.350.

Il résulte de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 21 novembre 2013 de la Société que les associés ont pris la décision suivante:

Renouvellement du mandat du réviseur d'entreprises agréé suivant à compter du 21 novembre 2013 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

- Deloitte Audit S.à r.l., société à responsabilité limitée, immatriculée sous le numéro B 67895 auprès du RCS du Luxembourg, dont le siège social se situe au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sheringham Houlding S.à r.l.

Mutua (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant A

Référence de publication: 2013163077/19.

(130199364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Ferlux Investment S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 22.541.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.11.2013.

Pour: FERLUX INVESTMENT S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélié Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013163484/15.

(130200210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Aeon Resources Investments Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 154.661.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2013163212/13.

(130200218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

AMP Capital Investors (Direct Property Fund) Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 127.407.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67683 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013163251/10.

(130199512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Auto-Ecole Albert Schreiber S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2313 Luxembourg, 2A, place du Parc.
R.C.S. Luxembourg B 72.415.

RECTIFICATIF

Remplace le bilan au 31 décembre 2012 qui a été déposé le 22/11/2013 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg avec le numéro L130198678.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013163273/12.

(130200032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

West & Orient Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 99.072.

En date du 22 novembre 2013, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg au 19, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg et ce avec effet au 11 novembre 2013.

De ce fait, l'adresse professionnelle de Patrick Sganzerla et de Lorraine Ponchel, tous deux gérants administratifs change également et est désormais située au 19, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, et ce depuis le 11 novembre 2013.

De même que l'adresse des associés se situe désormais au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, et ce depuis le 11 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour West & Orient Invest S.à r.l.
Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l.
Signature
Un mandataire*

Référence de publication: 2013163184/19.

(130199784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

TE Yorckstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 115.945.

Conformément à la cession des parts sociales avec effet au 25 octobre 2013, la société Hort Associates L.P., avec adresse au 1013 Centre Road, USA - 19805 Wilmington - Delaware, a vendu 125 parts détenues dans la Société, à Sunnydale Investments S.à r.l., avec adresse au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

De plus, Mr. Michael HORT, avec adresse au 43, River Avenue, USA - 07750 Monmouth Beach, a vendu 125 parts détenues dans la Société à Sunnydale Investments S.à r.l., avec adresse au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Ainsi le nouvel associé unique de la Société est Sunnydale Investments S.à r.l., et les cessions des parts sociales, ont été reportées sur le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

TE Yorckstrasse S.à r.l.

Représenté par M. Matthijs BOGERS

Gérant B

Référence de publication: 2013163124/20.

(130199918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Stala Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 100.050.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163094/10.

(130200019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

So.Fi.Mar. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 41.876.

Les comptes au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SO.FI.MAR INTERNATIONAL S.A.

Alexis DE BERNARDI / Giovanni LAINATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013163088/12.

(130199777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Sixième Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 84.466.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SIXIEME HOLDING S.A.

Robert REGGIORI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013163083/12.

(130199779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

SISA Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 152.644.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 21 novembre 2013

Changement du siège social

Le siège social est transféré du 31, rue d'Eich à L-1461 Luxembourg au 20, rue des Peupliers à L-2328 Luxembourg à partir du 21 novembre 2013.

Cette résolution a été votée à l'unanimité.

Référence de publication: 2013163082/12.

(130199179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Sinaf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 40.824.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 22 octobre 2013.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2013 comme suit:

Conseil d'administration:

M. Giovanni Manzini, demeurant via Ronco 17, CH-6980 Castelrotto (Suisse), président;

M. Giovanni Spasiano, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

M. Armand De Biase, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 68 Rue de Koerich, L-8437 Steinfort.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SINAF S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2013163081/23.

(130199312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

S.E.M. Sàrl, Scroccaro European Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9012 Ettelbruck, 46B, avenue des Alliés.

R.C.S. Luxembourg B 94.568.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement n° 763/2013 rendu en date du 6 novembre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale, a, conformément à l'article 536 du Code de commerce, déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée SCROCCARO EUROPEAN Management Sàrl, en abrégé S.E.M. Sàrl, avec siège à L-9012 Ettelbruck, 46B, Avenue des Alliés, inscrite au RCS sous le numéro B 94.568, liquidation judiciaire ordonnée par jugement du Tribunal d'Arrondissement de et à Diekirch en date du 17 avril 2013.

Pour extrait conforme

Maître Christian HANSEN

Le liquidateur / Avocat à la Cour

30, route de Gilsdorf

L-9234 Diekirch

Référence de publication: 2013162994/19.

(130198334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

SWC Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 140.560.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de manière extraordinaire le 14 novembre 2013:

1) L'Assemblée décide de nommer, au poste d'administrateur de la Société:

- La société CAPITAL OPPORTUNITY S.A., ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec Monsieur Laurent TEITGEN comme représentant permanent, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de la Société devant se tenir en 2019.

2) L'Assemblée décide de renouveler aux fonctions d'administrateurs de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976, à Moyeuvre-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

L'Assemblée, décide de renouveler à la fonction de Président du Conseil d'administration de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976, à Moyeuvre-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

L'Assemblée décide de renouveler à la fonction du Commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019:

- La société Revisora S.A., ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SWC OVERSEAS S.A.

Référence de publication: 2013162230/31.

(130198727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Smart Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 170.212.

—
Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Julien GEORGE

Référence de publication: 2013163050/11.

(130199986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Service Audio Video S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4437 Soleuvre, 66-68, rue de Differdange.
R.C.S. Luxembourg B 58.342.

—
RECTIFICATIF

Remplace le bilan au 31 décembre 2012 qui a été déposé le 06/08/2013 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg avec le numéro L130137187.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013163075/12.

(130200033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Uan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 175.621.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'actionnaire unique tenue le 20 novembre 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission de:

- Monsieur Pierre LENTZ de son poste d'administrateur, avec effet immédiat.
- Monsieur Reno Maurizio TONELLI de son poste d'administrateur avec effet immédiat

2) L'Assemblée décide de nommer, au poste d'administrateur de la Société:

- Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville, France, demeurant professionnellement au 5, Rue de bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la société devant se tenir en 2019.

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976 à Moyeuve-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la société devant se tenir en 2019.

3) L'Assemblée décide de nommer comme Président du conseil, Monsieur Daniel GALHANO né le 13 juillet 1976 à Moyeuve-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec effet immédiat pour une période débutant ce jour et venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la société devant se tenir en 2019.

4) L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Michele GENTILE avec effet immédiat jusqu'à l'Assemblée Ordinaire Annuelle de l'Actionnaire unique de la société devant se tenir en 2019.

5) L'Assemblée décide d'accepter la démission de la société AUDIEX S.A, de son poste de commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat.

6) L'Assemblée décide de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat, pour une période se terminant lors de l'assemblée général annuelle devant se tenir en 2019, la société Révisora S.A, ayant son siège social au 60, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, (RCS Luxembourg B 145.505)

7) L'Assemblée décide de transférer le siège au 05, rue de bonnevoie, L-1260 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UAN S.A.

Référence de publication: 2013162273/32.

(130198884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Suissimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 122.207.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 novembre 2013 que:

Est élu, en qualité d'Administrateur, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2019:

- Monsieur Dogan Eray SERIMOZÜ, né le 02 mars 1959 à Incesu (Turquie), demeurant Avenue Jacques Brel 41/3, B-1200 Bruxelles (Belgique).

Sont réélus Administrateurs de la société, pour une période de six ans, leur mandats prendront fin lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018:

- SEFIK BIRKIYE SPRL, avec siège sociale au 7, avenue Lloyd George, B-1000 Bruxelles (Belgique)
- Madame Mireille GEHLEN, demeurant au 2, rue Stade J.-F. Kennedy, L-3502 Dudelange
- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Est réélu Administrateur-délégué pour la même période:

- SEFIK BIRKIYE SPRL

Est réélu Commissaire aux comptes pour la même période:

- La société H.R.T. Révision S.A., avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013163100/22.

(130199754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

SOF-VII European Hotel Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 106.774.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163091/11.

(130200167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Sileine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 181.720.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique en date du 21 novembre 2013

L'actionnaire unique de SILEINE S.A. a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Laurent Teitgen en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 21 novembre 2013,
- d'accepter la démission de Daniel Galhano en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 21 novembre 2013,
- d'accepter la démission de CAPITAL OPPORTUNITY S.A. en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 21 novembre 2013,
- d'accepter la démission de Revisora S.A. en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 21 novembre 2013,
- de nommer Mathieu Villaume, né le 4 août 1976 à Paris, France, avec adresse professionnelle au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 21 novembre 2013 pour une période de six ans,
- de nommer Karim Reziouk, né le 5 février 1975 à Hayange, France, avec adresse professionnelle au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 21 novembre 2013 pour une période de six ans,
- de nommer Reyl Private Office S.à r.l., une société de droit suisse, ayant son siège social au 62 rue du Rhône, CH-1204 Genève, Suisse, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 21 novembre 2013 pour une période de six ans,
- de nommer Fidewa-Clar S.A. une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2-4, rue du Château d'Eau, L-3364 Leudelange, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au 21 novembre 2013 pour une période de six ans,
- de transférer le siège de la Société du 5 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg au 41 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013163079/31.

(130199310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Aruba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 154.134.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARUBA S.A.

Alexis DE BERNARDI / Ester CELA

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013163264/12.

(130199775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Telefonmarketing Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7570 Mersch, 118, rue Nic. Welter.

R.C.S. Luxembourg B 22.570.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31-10-2013*

L'assemblée se réunit à 10.00 heures sous la présidence de John BRAM, qui nomme secrétaire Laurent Bram et l'assemblée choisit comme scrutatrice Mme Josée Bram-Reusch. Le président constate que toutes les actions étant présentes ou dûment représentées, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, tous les actionnaires se reconnaissant valablement convoqués et ayant connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée étant dûment constituée, elle peut valablement délibérer sur son ordre du jour, conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Présentation du rapport du commissaire à la liquidation et approbation des comptes de liquidation;
2. Décharge aux gérants, au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
3. Clôture de la liquidation;
4. Décision quant à la conservation des registres et documents de la société;
5. Mandat à confier en vue de clôturer les comptes de la société et d'accomplir toutes les formalités.

Après en avoir délibéré l'assemblée prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Après avoir entendu les conclusions du rapport du commissaire à la liquidation, l'assemblée décide d'approuver les comptes de liquidation.

2. L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs, au commissaire aux comptes, au liquidateur et au commissaire de contrôle à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

3. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société à responsabilité limitée TELEFONMARKETING LUXEMBOURG S.a.r.l., qui cessera d'exister.

4. L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux associés ou aux créanciers qui se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

5. L'assemblée confère à John Bram tous pouvoirs pour l'accomplissement des formalités relatives à la clôture des comptes de la société, aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes. Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le président lève la séance à 12.00 hr.

Signatures

Président / Secrétaire / Scrutatrice

Référence de publication: 2013162996/36.

(130198464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Trafigura Trade Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 159.363.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- Madame Constance Collette, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013162239/18.

(130198854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

TA EU Acquisitions II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.079.088,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.379.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 04 octobre 2013

- Monsieur Maxence Monot, demeurant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été nommé gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée;

- La démission de Monsieur Russell Perchard, demeurant professionnellement au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg de sa fonction de gérant de catégorie B a été acceptée.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Gregory Wallace, gérant de catégorie A;
- Monsieur Thomas Alber, gérant de catégorie A;
- Monsieur Keith Greally, gérant de catégorie B;
- Monsieur Maxence Monot, gérant de catégorie B; et
- Monsieur Wayne Fitzgerald, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013162252/21.

(130198755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

m.e.g.a. performance s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5213 Sandweiler, 28A, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 53.957.

Elmar Follmann, wohnhaft in 197 rue de Noertzange, L-3861 Schiffange, geboren am 12.04.1962,

und

Colleen Feis-Besch, wohnhaft in 39 Ceinture Um Schlass, L-5880 Hespérange, geboren am 13.04.1961,

beide Gesellschafter zu jeweils 50% der Anteile an m.e.g.a Performance s.à r.l., Sitz 28a rue de la Chapelle, L-5213 Sandweiler, Handelsregister B53957,

treffen in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter folgende Vereinbarungen

1. Mitwirkung vom 31. Oktober 2013 überträgt Colleen Feis-Besch alle ihre Anteile an m.e.g.a Performance s.à r.l. an Elmar Follmann.

Somit hält Elmar Follmann ab diesem Tag alle Gesellschaftsanteile an m.e.g.a Performance s.à r.l.

2. Mit Wirkung vom 31. Oktober 2013 legt Colleen Feis-Besch ihr Mandat als Geschäftsführerin von m.e.g.a Performance nieder.

Die alleinige Geschäftsführung wird von Elmar Follmann wahrgenommen.

Sandweiler, den 31. Oktober 2013.

Elmar Follmann / Colleen Feis-Besch.

Référence de publication: 2013162997/20.

(130199500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Mousseluxe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.174.800,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 125.825.

EXTRAIT

La nouvelle adresse d'Alberto Fasanotti, gérant B de la Société, est la suivante: 2, rue im Bongert, L-5964 Itzig, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163019/13.

(130199086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Truc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 103.601.

EXTRAIT

En date du 15 novembre 2013, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- L'acceptation de la démission de Monsieur Gary DENNIS en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat.
- L'acceptation de la démission de Monsieur Graham J WILSON en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat.
- L'acceptation de la démission de Monsieur Anton BATURIN en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat.
- La nomination de Monsieur Knut REINERTZ, né le 31 décembre 1963 à Esch-sur-Alzette au Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 35a, avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.
- La nomination de Monsieur Patrick HANSEN, né le 26 octobre 1972 au Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 35a, avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.
- La nomination de Monsieur Philippe KAUFFMAN, né le 25 janvier 1970 au Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 35a, avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.
- Le transfert du siège social de la Société au 35a, avenue John F Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Référence de publication: 2013162270/25.

(130198823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

SEAGULL Consulting & Strategy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 158.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013163069/10.

(130199202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Starwood Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 91.252.147,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 150.318.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163054/10.

(130199408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

G.M. Aviation Services, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 33.610.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013163494/9.

(130200074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Starwood Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 86.942.819,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 155.278.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2013.
Référence de publication: 2013163053/10.
(130199410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

RM2 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 132.740.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue en date du 14 novembre 2013 que:

- Madame Maggy KOHL BIRGET et Monsieur John Anthony CARSON ont décidé de ne pas se présenter pour un nouveau mandat d'administrateur

De ce fait le nombre d'administrateur a été diminué de 9 à 8 membres

- ont été réélus aux fonctions d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013:

1. Maître Charles DURO, résidant professionnellement 3 rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg;

2. Monsieur Jan Arie DEKKER résidant à NL-2101 Heemstede 25, Van Merlenlaan;

3. Monsieur John WALSH résidant à 25 avenue des Alpes, CH-1820 Montreux (Switzerland)

- a été élu en tant que huitième administrateur jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013:

Monsieur Amaury DE SEZE résidant à 56 rue Emile Duray à B-1050 Ixelles (Belgique)

- a été réélue aux fonctions de réviseur d'entreprises agréée la société Grant Thornton Lux Audit SA établie 83 Pafebruch L-8308 Capellen jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161006/25.

(130196992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Cott Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 162.397.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163328/10.

(130199376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Distrib' Meat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1A, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 165.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013163383/9.

(130200125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Chalgrin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 75.151.

Les comptes au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CHALGRIN S.A.

Robert REGGIORI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013163350/12.

(130199778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

CFC Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 115.321.

En date du 15 octobre 2013 et avec effet immédiat, Christophe Davezac, avec adresse au 16, Avenue des Créneaux, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Belgique, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société CFC Finance, avec siège social au 7a, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 115321.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163349/13.

(130199446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Chariot-Lux Manutention, S.à r.l., en abrégé C.L.M. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 7-9, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 95.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163351/10.

(130200028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

CL Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 232, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 178.247.

Par la présente, je vous présente ma démission de mes fonctions d'administrateur de catégorie B auprès de la société CL COMPANY, société anonyme, inscrite sous le numéro B 178247, avec effet au 21 novembre 2013.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Antoine Meynial.

Référence de publication: 2013163356/10.

(130200094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Gas Technik Luxemburg (G.T.L.), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-6550 Berdorf, 42, rue d'Echternach.
R.C.S. Luxembourg B 105.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013163496/9.

(130199772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Engelshaischen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 1, Cité Schouesbiérg.
R.C.S. Luxembourg B 169.354.

—
Extrait des résolutions adoptées par les associés de la société le 18 octobre 2013

Il résulte des résolutions des associés du 18 octobre 2013 que:

- Les administrateurs acceptent la démission de Madame Ana Paula Do Nascimento Barreiro, née le 26 août 1969 à Luanda (Angola), demeurant à L-9161 Ingefdorf, 19A, rue de la Sure, en tant que président du conseil d'administration et appellent à la fonction de président du conseil d'administration Monsieur Daniel Fernandes Brito, né le 31 décembre 1974 à Luxembourg, demeurant à L-9022 Ettelbruck, 43 chemin du Camping.

- Le conseil d'administration accepte la démission de Madame Ana Paula Do Nascimento Barreiro, née le 26 août 1969 à Luanda (Angola), demeurant à L-9161 Ingeldorf, 19A, rue de la Sure, en tant qu'administrateur-délégué.

- Les administrateurs confirment que la société en ce qui concerne les actes de gestion journalière, sera valablement engagée par la signature conjointe de président du conseil d'administration et un autre administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la gérance

Référence de publication: 2013163425/21.

(130199677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

EuroSITQ IBC Tower A and B GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 153.299.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2013163431/10.

(130199980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Federspiel & Back Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée holding.

Siège social: L-1898 Kockelscheuer, 37, rue Mathias Weistroffer.
R.C.S. Luxembourg B 37.018.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013163479/10.

(130199840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

ECT Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 167.537.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Remplace le dépôt n° L130196607 enregistré le 19/11/2013
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ECT FINANCE S.A.

S. DE BORTOLI / R. KAMIR

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013163435/13.

(130199102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.

RM2 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 132.740.

EXTRAIT

Il est à noter que:

- Il faut ajouter Sir au nom de Monsieur ROSE Stuart, administrateur nommé en date du 11.10.2013
 - Monsieur John WALSH n'a pas été renouvelé en tant qu'administrateur-délégué son mandat étant arrivé à échéance.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164432/15.

(130200867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

QS Geo Pep S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.186.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'Assemblée Générale Ordinaire le 2 mai 2013.

Les actionnaires ont décidé de renommer KPMG Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréées pour l'audit des comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2013, Le mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164403/13.

(130200817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Quinlan Private Shrewsbury Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.180.

Lors de l'assemblée générale annuelle reportée tenue en date du 19 novembre 2013, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de FPS Audit S.à r.l., avec siège social au 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164402/13.

(130200766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

QS REP II SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.057.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'Assemblée Générale Ordinaire le 18 juin 2013.

Les actionnaires ont décidé de renommer KPMG Luxembourg, société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréées pour l'audit des comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2013. Le mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164404/13.

(130200816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

WestOptimal, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 112.232.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den vierzehnten November.

Vor dem Unterzeichneten, Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Gesellschafterversammlung der WestOptimal, eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, mit Gesellschaftssitz in 2A, place Dargent, L-1413 Luxembourg, gegründet gemäß einer notariellen Urkunde vom 28. November 2005, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 2. Januar 2006 veröffentlicht wurde, statt.

Die Versammlung wird um 10.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Thomas Schuh, beruflich ansässig in 1C, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Protokollführer Herrn Christian Lehnertz beruflich ansässig in 1C, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Stefanie Gemmel, beruflich ansässig in 1C, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach.

Nach der ebenso erfolgten Zusammensetzung des Büros der außerordentlichen Gesellschafterversammlung stellt der Vorsitzende folgendes fest:

I. Die Tagesordnung der außerordentlichen Gesellschafterversammlung lautet wie folgt:

1. Verzicht auf die Einberufungsformalitäten
2. Verlegung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg nach 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach und Änderung von Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft zum 1. Januar 2014.
3. Anpassung der Satzung der Gesellschaft an die Vorgaben des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 zum 1. Januar 2014.
4. Ersetzung des Wortes „Anteil“ durch „Aktie“ und „Anteilinhaber“ durch „Aktionär“ und des Wortes „Wirtschaftsprüfer“ durch „Abschlussprüfer“ in der gesamten Satzung im Sinne einer Standardisierung der LRI Invest S.A. Fondsdokumente und Änderung aller hiervon betroffenen Artikel der Satzung zum 1. Januar 2014.
5. Verschiedenes.

II. Die persönlich anwesenden und die rechtsgültig vertretenen Aktionäre sowie die Zahl ihrer Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und den Mitgliedern des Büros der Generalversammlung unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde zusammen mit den rechtsgültig paraphierten Vollmachten beigelegt.

III. Das Gesellschaftskapital ist vollständig vertreten, so dass von besonderen Einberufungen abgesehen werden konnte. Der vertretene alleinige Gesellschafter erkennt an, dass er ordnungsgemäß zu dieser Versammlung geladen wurde, vor deren Beginn Kenntnis von der Tagesordnung erhalten hat und dass er bereit ist, über alle Punkte dieser Tagesordnung zu beschließen.

Nach diesen Erklärungen fasst die außerordentliche Gesellschafterversammlung dann einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die außerordentliche Gesellschafterversammlung genehmigt den Verzicht auf die Einberufungsformalitäten.

Zweiter Beschluss

Die außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt den Gesellschaftssitz der Gesellschaft von 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg nach 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zu verlegen und den ersten Absatz in Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Januar 2014 abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach (Gemeinde Schuttrange) im Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Schuttrange auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates eingerichtet werden, keinesfalls jedoch in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern.

Dritter Beschluss

Die außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt die Satzung der Gesellschaft an die Vorgaben des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 mit Wirkung zum 1. Januar 2014 anzupassen.

Vierter Beschluss

Die außerordentliche Gesellschafterversammlung beschließt das Wort „Anteil“ durch „Aktie“ und „Anteilinhaber“ durch „Aktionär“ und das Wort „Wirtschaftsprüfer“ durch „Abschlussprüfer“ in der gesamten Satzung zu ersetzen im

Sinne einer Standardisierung der LRI Invest S.A. Fondsdokumente und alle hiervon betroffenen Artikel der Satzung mit Wirkung zum 1. Januar 2014 abzuändern.

Die Satzung der Gesellschaft wird mit Wirkung zum 1. Januar 2014 folgenden Wortlaut haben:

A. Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche nachfolgend Inhaber von ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (Société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'investissement à capital variable, SICAV) unter dem Namen „WestOptimal“ (die „Gesellschaft“ oder der „Fonds“).

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach (Gemeinde Schuttrange) im Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Schuttrange auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates eingerichtet werden, keinesfalls jedoch in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegsartige Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände beendet sind; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Zeit errichtet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens sowohl in Wertpapieren als auch in anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten und Finanzinstrumenten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktieninhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das „Gesetz von 2010“) jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet.

B. Gesellschaftskapital, Aktien, Nettoinventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital, Teilfonds und Aktienklassen. Das Gesellschaftskapital wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der jeweiligen Teilfonds gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital muss dem Gegenwert von einer Million zweihundert-fünzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) entsprechen. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in einunddreißig (31) volleinbezahlte Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro aufgestellt.

Die Aktien, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können nach Wahl des Verwaltungsrates unterschiedlichen Aktienklassen angehören.

Der Verwaltungsrat bildet für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen (Aktienklasse oder Aktienklassen) in der im nachfolgenden Artikel 11 beschriebenen Art und Weise ein Portfolio von Vermögenswerten, welches einen Teilfonds (jeder ein „Teilfonds“ und zusammen „Teilfonds“) im Sinne von Artikel 181 des Gesetzes von 2010 darstellt. Im Verhältnis der Aktieninhaber untereinander wird jedes Portfolio von Vermögenswerten ausschließlich zugunsten der betreffenden Aktienklasse(n) angelegt. Die Gesellschaft stellt eine einzige Rechtsperson dar. Allerdings ist hinsichtlich Dritter, insbesondere im Verhältnis zu Gläubigern der Gesellschaft, jeder Teilfonds nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Die Verkaufsunterlagen für Aktien der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerungen angeben. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) gemäß Artikel 9 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das Nettovermögen, welches jeder Aktienklasse zuzuordnen ist, in Euro konvertiert, sofern es nicht bereits auf Euro lautet.

Art. 6. Aktien. Aktien an den jeweiligen Teilfonds lauten grundsätzlich auf den Inhaber.

1. Die Ausgabe der Aktien erfolgt in der Stückelung, wie sie vom Verwaltungsrat vorgegeben wird und sie werden auf ihrer Vorderseite den Vermerk enthalten, dass sie nicht an eine US-Person aus, oder mit Wohnsitz in, den Vereinigten

Staaten von Amerika oder an amerikanische Staatsbürger oder an eine juristische Person, welche von oder für eine US-Person errichtet ist (entsprechend der Definition in Artikel 8 dieser Satzung), übertragen werden können.

Der Verwaltungsrat kann beschließen für einen Teilfonds zwei Aktienklassen A und B vorzusehen. Aktien der Klasse B berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Aktien der Klasse A keine Ausschüttung erfolgt. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern Aktienklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung im Verkaufsprospekt.

Die Übertragung der Inhaberaktien erfolgt durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Globalzertifikate können nach Ermessen des Verwaltungsrates ebenfalls ausgegeben werden.

2. Aktienzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

3. Aktien sind im Rahmen der gesetzlichen und satzungsmäßigen Bestimmungen frei übertragbar.

4. Die Gesellschaft kann beschließen, Aktiensbruchteile auszugeben. Solche Aktiensbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögen.

Es werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

5. Sofern ein Aktieninhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktieninhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Aktienszertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienszertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Aktienszertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktieninhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienszertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Aktienszertifikates getragen wurden, auferlegen.

6. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktien an. Sofern ein oder mehrere Aktien im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen, oder wenn das Eigentum an (einem) Aktien(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Aktien(en) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Aktien(s) gegenüber der Gesellschaft bestellen. Ist ein solcher Vertreter nicht bestellt, führt dies zu einer vorübergehenden Aufhebung der Ausübung aller Rechte an diesen Aktien.

Art. 7. Ausgabe von Aktien.

1. Der Verwaltungsrat ist jederzeit im vollen Umfang berechtigt, neue Aktien in jedem Teilfonds auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktieninhabern Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren.

2. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienausgabe limitieren. Er kann insbesondere entscheiden, dass Aktien einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

3. Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an dem im Verkaufsprospekt festgesetzten Bewertungstag. Ausgabepreis ist der gemäß Artikel 11 ermittelte Nettoinventarwert. Dieser Preis kann um einen Prozentsatz, der aus den geschätzten Kosten und Ausgaben, welche der Gesellschaft bei der Anlage des Emissionserlöses anfallen, besteht und um etwaige, vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte, Verkaufsprovisionen erhöht werden. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat bestimmten Frist, die zwei Bankarbeitstage ab dem einschlägigen Bewertungstag nicht überschreiten darf, zu entrichten.

4. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitenden Angestellten sowie jeder anderen ordnungsgemäß hierzu ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen sowie diese auszuhändigen.

Werden gezeichnete Aktien nicht bezahlt, kann die Gesellschaft deren Ausgabe stornieren und sich gleichzeitig das Recht vorbehalten, ihre Ausgabegebühren und -provisionen zu verlangen.

5. Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach Luxemburger Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft (réviseur d'entreprises agréé) zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit einer Sacheinlage von Wertpapieren sind von den jeweiligen Aktieninhabern zu tragen.

6. Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien zeitweilig zu beschränken, auszusetzen oder endgültig einzustellen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich erstatten.

Sollte die Ermittlung des Anteilswertes aufgrund des Artikels 12 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Aktien ausgegeben.

Art. 8. Beschränkungen. Die Gesellschaft kann den Erwerb oder Besitz von Aktien eines jeden Teilfonds durch natürliche oder juristische Personen verhindern oder einschränken, soweit nach Meinung der Gesellschaft ein solcher Erwerb oder Besitz den Interessen der Gesellschaft zuwider liefe, soweit ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung Luxemburger oder ausländischer Rechtsgrundsätze zur Folge hätte oder soweit ein solcher Erwerb oder Besitz zur Folge hätte, dass die Gesellschaft anderen steuerlichen Regelungen unterworfen würde als solchen des Großherzogtums Luxemburg (diese Personen, Firmen oder Gesellschaften, die durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, werden im Weiteren als „Verbotene Personen“ bezeichnet).

Für diese Zwecke kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Aktienübertragung verweigern, sofern diese Ausgabe oder diese Übertragung offenbar zur Folge hätten, dass die Aktien in das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Verbotenen Person übergehen; und

b) auf Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft Verbotenen Personen das Stimmrecht verweigern; und

c) einen Aktieninhaber zum Verkauf seiner Aktien auffordern und den Nachweis binnen dreißig (30) Tagen verlangen, dass dieser Verkauf nach dieser Aufforderung auch durchgeführt wurde, sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien der Gesellschaft ist. Sofern der betreffende Aktieninhaber dieser Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft die Gesamtheit der von diesem Aktieninhaber gehaltenen Aktien zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen, wobei das nachfolgende Verfahren eingehalten wird:

(1) Die Gesellschaft leitet dem Aktieninhaber, welcher die betreffenden Aktien besitzt, eine zweite Mitteilung („Rückkaufmitteilung“, nicht anwendbar für U.S. Personen) zu, welche die zurückzukaufenden Aktien näher beschreibt sowie das Verfahren festlegt, nach dem der Rückkaufpreis bestimmt wird, und den Namen des Käufers angibt.

Jede solche Mitteilung wird dem Aktieninhaber per vorfrankiertem Einschreibebrief an dessen letzte bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse zugestellt. Der betreffende Aktieninhaber ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft unverzüglich das oder die Anteilzertifikate, welche(s) die in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien repräsentiert bzw. repräsentieren sollten auszuhändigen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss des Tages, welcher in der Rückkaufmitteilung bezeichnet wird, ist der betreffende Aktieninhaber nicht mehr Eigentümer der in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien.

(2) Der Preis, zu welchem jedes dieser Aktien zurückgekauft werden soll (der „Rückkaufpreis“), entspricht einem auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Aktien der betreffenden Aktienklasse an einem vom Verwaltungsrat für den Aktienrückkauf der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag, welcher dem Datum der Rückkaufmitteilung unmittelbar vorangeht oder der Einreichung des bzw. der Aktienzertifikat(es/e) über die in der Mitteilung bezeichneten Aktien unmittelbar nachfolgt, wenn anwendbar, ermittelten Betrag, wobei unter Berücksichtigung der in Artikel 9 aufgeführten Grundsätze der von beiden niedrigere Preis zugrunde gelegt wird und ein Abzug der dort vorgesehenen Provisionen erfolgt.

(3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den ehemaligen Eigentümer der betreffenden Aktien erfolgt regelmäßig in einer Währung, welche der Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien der betreffenden Aktienklasse bestimmt und der entsprechende Betrag wird von der Gesellschaft zwecks Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder im Ausland (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung, wenn anwendbar) nach Bestimmung des definitiven Rückkaufpreises oder Einreichung des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Anteilzertifikat(es/e) einschließlich der noch nicht fälligen Dividendenscheine hinterlegt. Unmittelbar nach Zustellung der Rückkaufmitteilung hat der ehemalige Eigentümer weder ein Anrecht auf die betreffenden Aktien oder Teile derselben noch einen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihre Vermögenswerte mit Ausnahme des Rechtes, den Rücknahmepreis (zinslos) bei der Bank nach tatsächlicher Rückgabe des oder der Aktienzertifikate, wie vor beschrieben, in Empfang zu nehmen. Sofern ein nach diesem Absatz fälliger Rückkaufpreis nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Datum zurückgefordert wurde, kann der entsprechende Betrag nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der betreffenden Aktienklasse bzw. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat ist in vollem Umfang berechtigt, zu entsprechender Zeit die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um diesen Vorgang umzusetzen und um diesen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der im vorliegenden Artikel übertragenen Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Falle mit der Begründung, dass das Eigentum einer bestimmten Person an den Aktien nicht ausreichend nachgewiesen worden sei, oder dass die tatsächliche Eigentümerstellung an den betreffenden Aktien anders war, als es der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückkaufmitteilung, soweit anwendbar, erschien in Frage gestellt oder unwirksam gemacht werden, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse nach Treu und Glauben ausgeübt hat.

Der Begriff der Verbotenen Person gemäß der Verwendung in dieser Satzung umfasst weder Zeichner von Aktien der Gesellschaft, welche im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft ausgegeben wurden und von diesen Zeichnern gehalten werden, noch Wertpapierhändler, welche diese Aktien mit dem Ziel ihres Vertriebes im Rahmen einer Aktiensausgabe durch die Gesellschaft erwerben.

U.S. Personen, wie in diesem Artikel beschrieben, können eine spezielle Kategorie von Verbotenen Personen darstellen.

Sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person eine US-Person ist, die entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, kann die Gesellschaft alle Aktien, die ein solcher Aktieninhaber hält zwangsweise ohne Aufschub zurückkaufen oder den sofortigen Rückkauf veranlassen. In diesem Fall ist die Rückkaufmitteilung, wie sie in obiger Klausel c) (1) beschrieben ist nicht anwendbar.

Soweit der Begriff „US-Person“ in den Bestimmungen dieser Satzung verwendet wird, bezeichnet dieser jeden Bürger oder Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika sowie jede Gesellschaft oder Vereinigung, welche nach den Gesetzen eines Staates, Staatenbundes, Gebietes oder eines Besitztums der Vereinigten Staaten von Amerika organisiert oder gegründet wurde sowie jeden Besitz oder Trust, die kein solcher Besitz oder Trust sind, deren Einkünfte aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten von Amerika nicht in das der amerikanischen Einkommenssteuer unterliegende Bruttoeinkommen einzubeziehen sind, sowie jede Firma, Gesellschaft oder andere Unternehmenseinheit, sofern das Eigentum daran, unabhängig von Staatszugehörigkeit, Wohnort, Sitz oder Aufenthalt nach den jeweils geltenden Bestimmungen des Einkommensteuerrechts der Vereinigten Staaten von Amerika einer oder mehreren US- oder sonstigen Personen oder anderen „US-Personen“ gemäß Regulation S des United States Securities Act von 1933 oder gemäß den Bestimmungen des United States Internal Revenue Code von 1986, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen zugeordnet werden kann.

Art. 9. Rücknahme von Aktien.

1. Jeder Aktieninhaber kann jederzeit von der Gesellschaft, entsprechend den von dem Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegten Modalitäten und Verfahren sowie innerhalb der gesetzlichen Grenzen und der Grenzen dieser Satzung, die Rücknahme aller seiner Aktien oder eines Teils davon verlangen.

Der Verwaltungsrat kann hinsichtlich jeder Aktienklasse Beschränkungen bezüglich der Häufigkeit mit der Aktien zurückgenommen werden können einführen; der Verwaltungsrat kann insbesondere bestimmen, dass Aktien jeder Klasse nur an solchen Bewertungstagen, (jeder ein „Rücknahmetag“, alle zusammen „Rücknahmetage“) die in den Verkaufsunterlagen für die Aktien der Gesellschaft vorgesehen sind, zurückgenommen werden.

2. Die Rücknahme erfolgt zum Nettoinventarwert der Aktien der jeweiligen Aktienklasse, so wie dieser gemäß den Bestimmungen von Artikel 11 bestimmt wird, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

3. Aktieninhaber, welche die Rücknahme aller oder eines Teiles ihrer Aktien wünschen, müssen dies schriftlich entsprechend den in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen beantragen. Dem Antrag sind gegebenenfalls die Aktienzertifikate in ordnungsgemäßer Form sowie alle erforderlichen Unterlagen im Hinblick auf die Rücknahme beizufügen.

4. Der Rücknahmepreis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat und/oder in den Verkaufsunterlagen angegebenen Zeitraumes zu zahlen.

5. Sollte aufgrund von Artikel 12 die Ermittlung des Aktienwertes ausgesetzt werden, so erfolgt keine Rücknahme der Aktien. Gemäß dem erwähnten Artikel kann der Verwaltungsrat bei umfangreichen Rücknahmeanträgen ferner beschließen, die Aktien erst nach Verkauf genügender Vermögenswerte und nach Eingang der entsprechenden Mittel zurückzunehmen, dies unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktieninhaber. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden im Falle einer Aussetzung der Aktienwertermittlung am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

6. Sofern aufgrund eines Rücknahmeantrages die Zahl der von einem Aktieninhaber gehaltenen Aktien oder der Betrag des von einem Aktieninhaber im Fonds angelegten Vermögens unter ein Minimum fällt, welches vom Verwaltungsrat zu bestimmen ist, kann der entsprechende Antrag als Antrag auf Rücknahme aller von diesem Aktieninhaber gehaltenen Aktien angesehen werden. Nach Ermessen der Gesellschaft, behält sich diese das Recht vor, den Aktienbesitz jedes vorhandenen Aktieninhabers der unter das Mindestkapitalanlageerfordernis pro Aktieninhaber für eine Aktienklasse fällt, ohne Gebühr in eine andere einschlägige Klasse zu überführen.

7. Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktieninhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktieninhaber aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenen Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktieninhaber der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Abschlussprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

8. Alle zurückgenommenen Aktien werden entwertet.

Art. 10. Umtausch von Aktien. Sofern nichts anderes durch den Verwaltungsrat für bestimmte Aktienklassen bestimmt wurde, ist jeder Aktieninhaber berechtigt, einen Teil oder alle seine Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse umzuwandeln.

Die Umwandlung von Aktien von einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse wird mit Bezug auf den Nettoinventarwert pro Aktien der beiden Aktienklassen an dem nämlichen Bewertungstag berechnet.

Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Umwandlung, Beschränkungen festlegen, und er kann die Umwandlung nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Sofern die Zahl der von einem Aktieninhaber in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien oder der gesamte Aktienwert der von einem Aktieninhaber in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktieninhaber in einer solchen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird. Aktien einer Aktienklasse werden nicht umgewandelt, sollte die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktien in dieser Klasse durch die Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung ausgesetzt sein.

Die Aktien, die in andere Aktien umgetauscht worden sind, werden entwertet.

Art. 11. Ermittlung des Nettoinventarwertes. Der Aktienwert jeder Aktienklasse wird in der Referenzwährung (entsprechend den Verkaufsunterlagen für die Aktien) des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt und an jedem Bewertungstag durch Division der, der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögenswerte des Gesellschaftsvermögens, d.h. des Wertes der entsprechenden Aktie der Vermögenswerte, abzüglich der jeder Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an einem Bewertungstag, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Aktien unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten Bewertungsregeln bestimmt. Der Aktienwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Aktienwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Aktien der, der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert sind, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktieninhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen; in diesem Fall sind alle diesbezüglichen Zeichnungen und Rückkaufanträge auf Basis der zweiten Bewertung zu behandeln.

Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken auf Grund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen der Satzung Auskunft über die Situation des Fondsvermögens der Gesellschaft insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Fondswährung umgerechnet.

Die Bewertung des Nettoinventarwertes der Aktien sämtlicher Teilfonds wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

a. alle Anleihen, Einlagezertifikate, Aktien, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Wertpapiere, Geldmarktpapiere, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen, Futures, Forwardkontrakte und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von dem Teilfonds gehalten oder zu seinen Gunsten erworben wurden;

b. alle Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, welche von dem Teilfonds gehalten werden, einschließlich der hierauf angefallenen Zinsen;

c. angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von dem Teilfonds gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;

d. sämtliche sonstigen Vermögenswerte des Teilfonds einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben;

e. alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);

f. Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;

g. alle Anteile oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen;

h. alle auf eine verzinsliche Anlage im Eigentum der Gesellschaft angefallenen Zinsen mit Ausnahme des Umfanges, der im Hauptbetrag dieses Vermögenswertes enthalten oder wiedergegeben wäre;

i. nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;

j. alle anderen Vermögenswerte jeglicher Art und Natur, insbesondere im Voraus bezahlte Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

a) Die in einem Fonds enthaltenen offenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, sonstigen ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen Nennbetrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem Geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.

d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (a), (b) oder (c) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt oder im Falle eines Fonds bei der Rücknahme oder Veräußerung wahrscheinlich erzielt würde. Die Verwaltungsgesellschaft wendet in diesem Fall angemessene und in der Praxis anerkannte Bewertungsmodelle und -grundsätze an.

f) Der Liquidationswert von Futures oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures oder Optionen von dem jeweiligen Fonds gehandelt werden, berechnet. Der Liquidationswert von Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien der Verwaltungsgesellschaft auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Verwaltungsgesellschaft in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.

g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 397 Tagen und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h) Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

i) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem der Verwaltungsgesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung eines Fonds ausgedrückt sind, wird in diese Währung zu den zuletzt verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von dem Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn sie dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes des Fonds für angebracht hält.

Sofern für einen Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen gemäß Artikel 6 dieser Satzung eingerichtet sind, ergeben sich für die Aktienwertberechnung folgende Besonderheiten:

a. Die Aktienwertberechnung erfolgt nach den unter Absatz 1 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse separat.

b. Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto- Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds.

c. Im Fall einer Ausschüttung vermindert sich der Aktienwert der ausschüttungsberechtigten Aktien der Aktienklasse B um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der Aktienklasse B am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Aktienklasse A am gesamten Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Teilfonds erhöht.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

a. sämtliche Kredite und fälligen Forderungen, welche dem Teilfonds zugeordnet werden;

b. sämtliche aufgelaufenen Zinsen aus Krediten des Teilfonds (einschließlich Kreditaufnahmekosten);

c. sämtliche fällige oder anfallenden Kosten (einschließlich Verwaltungsgebühren, Anlageberatungs- und Managementgebühren, Depotbankgebühren und sonstige Vertretergebühren), welche dem Teilfonds zugeordnet werden;

d. sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden des Teilfonds;

e. angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und angenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten des Teilfonds;

e. sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Vergütungen der Anlageberater oder des Anlagemanagements, der Depotbank, der Domiziliar- und Verwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, jeglicher Zahlstellen, sonstiger Vertriebsstellen und ständiger Repräsentanten in Vertriebsländern sowie sämtlicher sonstiger Zwischenstellen des Teilfonds umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates, die angemessenen Reisekosten und Spesen im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates der Mitglieder des Verwaltungsrates, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen und Börsen in Luxemburg und in jeglichem anderen Land, Kosten und Honorare für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Anzeigenkosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmäßige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

Der Verwaltungsrat kann hinsichtlich eines Teilfonds mehrere Aktienklassen nach dem folgenden Verfahren errichten.

a. Wenn mehrere Aktienklassen sich auf einen Teilfonds beziehen, werden die diesen Klassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam nach der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat berechtigt ist, innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen so zu definieren, dass diese (i) eine spezifische Ausschüttungspolitik verfolgen, wie Berechtigung zu Ausschüttungen oder Nicht-Berechtigung zu Ausschüttungen, und/oder (ii) eine spezifische Verkaufs- und Rücknahmegebührenstruktur aufweisen und/oder (iii) eine spezifische Vermögensverwaltungs- oder Beratungsgebührenstruktur aufweisen und/oder (iv) eine spezifische Abtretungsstruktur hinsichtlich der Vertriebs-, Aktieninhaberdienste- oder anderen Gebühren aufweisen und/oder (v) eine spezifische Währungsstruktur beinhalten und/oder (vi) der Nutzung verschiedener Absicherungstechniken um in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds die notierten Vermögenswerte und Gewinne in der Währung der jeweiligen Aktienklasse gegen Langzeitwährungsfuktuationen ihrer Notierungswährung zu schützen und/oder (vii) irgendeinem anderen Wesensmerkmal, dass vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht bestimmt wird, entsprechen;

b. das Entgelt aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds zugeordnet, welcher für diese Aktienklasse errichtet wurde, und der entsprechende Betrag wird den Aktien am Nettovermögen des Teilfonds, welcher der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen ist, entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen, welche den entsprechenden Aktienklassen zuzuordnen sind, werden dem jeweiligen Teilfonds nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

c. Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeordnet wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind, und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

d. sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

e. wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Aktienklasse oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten und/oder als separates Pool von Vermögenswerten von einem Bevollmächtigten des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Auszahlungen, verändern wird;

f. nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktieninhaber einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigem Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Aktienwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilswertes beauftragt, getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktieninhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 9 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt, und von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Aktienwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet und

4. es gelten an jedem Bewertungstag folgende Grundsätze:

- sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, so wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen;

- sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft ausgewiesen.

Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung, sowie Ausgabe und Rücknahme von Aktien.

1. Nettoinventarwert, Ausgabe- und Rücknahmepreis jeder Aktienklasse werden von der Gesellschaft oder einer von ihr beauftragten Stelle mindestens einmal monatlich, im Übrigen entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat berechnet, wobei dieses Datum oder dieser Zeitpunkt der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktien in dieser Satzung als „Bewertungstag“ bezeichnet wird. Die Aktienwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in der Satzung festgesetzten Regeln.

2. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte einer oder mehrerer Aktienklassen der Gesellschaft und die Bewertung pro Aktien sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien zeitweilig einzustellen:

a. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte einer oder mehrerer Aktienklassen notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b. während der Zeit, in der die Anteilsbewertung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögen des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist;

c. in Notlagen, wenn eine oder mehrere Aktienklassen über Vermögenswerte nicht verfügen können, oder es für diesen oder diese Teilfonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

d. während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung eines oder mehrerer Teilfonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist oder gehandelt wird, unterbrochen sind.

e. sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können.

f. während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen der Aktien der Aktienklasse Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Aktien nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann.

g. ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder von Aktienklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktieninhaber von einem Beschluss des Verwaltungsrates, einen Teilfonds aufzulösen, zu annullieren oder Teilfonds zu verschmelzen.

Eine Aussetzung im Zusammenhang mit einer Aktienklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Aktienwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Aktien einer anderen Aktienklasse haben. Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilswertes.

3. Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode ist je nach Beschluss des Verwaltungsrats, in einer hinreichend verbreiteten Tageszeitung zu veröffentlichen; des weiteren hat eine solche Mitteilung seitens des Fonds an die betroffenen Aktieninhaber zu erfolgen, d.h. an diejenigen, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Aktien der betroffenen Aktienklasse(n) eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde.

4. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, insbesondere unter den Voraussetzungen des Artikels 8, Aktien zwangsweise zurückkaufen.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Der Verwaltungsrat.

1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktieninhaber der Gesellschaft sein. Sie werden von der Gesellschafterversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Gesellschafterversammlung wird außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und ihre Amtszeit bestimmen.

2. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

3. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Gesellschafterversammlung abberufen oder ersetzt werden.

4. In Zeiten der Vakanz eines Verwaltungsratspostens werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig diese Vakanz ausfüllen; die Aktieninhaber werden eine endgültige Entscheidung über die Nominierung bei der folgenden Gesellschafterversammlung treffen.

Art. 14. Verwaltungsratssitzungen.

1. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Gesellschafterversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

2. Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Gesellschafterversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Gesellschafterversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

3. Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmäßig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktieninhaber der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

4. Außer in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens 24 Stunden im Voraus schriftlich erfolgen. Auf diese Einladung kann schriftlich durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erfolgen.

5. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

6. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche Kommunikationsmittel, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

7. Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn, der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

8. Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufene Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

9. Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten dem Beweise dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

10. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

11. Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Telegramm oder ähnlichem Kommunikationsmittel.

Art. 15. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratsitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder anderweitig in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Interessen im Sinne dieses Absatzes sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Art. 18 dieser Satzung auszuüben.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich Ergänzungen („Gesetz von 1915“) oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder, durch die gemeinsame Unterschrift von leitenden Angestellten der Gesellschaft, durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds und eines leitenden Angestellten der Gesellschaft oder der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Gesellschaftszwecks auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglied(er) des Verwaltungsrates noch Gesellschafter sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse.

Die Übertragung auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung.

Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 18. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist befugt, auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung, (i) die für jeden Teilfonds der Gesellschaft zu beachtenden Anlagepolitiken (ii) die Währungsabsicherungsstrategien für jede Aktienklasse innerhalb bestimmter Teilfonds und (iii) die Richtlinien der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft, unter Wahrung der Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat unter Beachtung der anwendbaren Gesetze und Vorschriften festgesetzt wurden, zu bestimmen.

Die Anlagepolitik eines Teilfonds wird durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft festgelegt. Dieser Beschluss bedarf der Zustimmung der Aktieninhaber eines Teilfonds, die Aktien des betreffenden Teilfonds halten.

Der Verwaltungsrat kann im besten Interesse der Gesellschaft handelnd in der in den Verkaufsunterlagen beschriebenen Art und Weise entscheiden, dass (i) alle oder Teile der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf einer getrennten Grundlage, zusammen mit anderen Vermögenswerten anderer Investoren, insbesondere anderen Unternehmen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Teilfonds, verwaltet werden können, oder dass (ii) die gesamten Vermögenswerte oder Teile hiervon zweier oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft untereinander auf getrennter Grundlage gemeinsam verwaltet werden können.

Art. 19. Anlageverwalter. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Gesellschaften mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen (eine solche Gesellschaft wird als Anlageverwalter bezeichnet). Der Anlageverwalter bestimmt, unter der Aufsicht und Verantwortung des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte der Teilfonds für die er ernannt wurde. Der Anlageverwalter muss Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des entsprechenden Teilfonds (welche in den Verkaufsunterlagen festgelegt sind) beachten.

Die Aufgaben des Anlageverwalters erstrecken sich im Rahmen der laufenden Geschäftsführung und unter der allgemeinen Kontrolle des Verwaltungsrates des Fonds namentlich, jedoch nicht ausschließlich auf den Kauf, den Verkauf, den Umtausch, die Zeichnung und die Übertragung von Wertpapieren und anderen Vermögensgegenständen und auf die Ausübung aller Rechte, die mit den Vermögenswerten des Fonds unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen.

Zur Erfüllung seiner Aufgaben kann sich der Anlageverwalter auf eigene Kosten dritter natürlicher oder juristischer Personen bedienen sowie Anlageberater hinzuziehen.

Art. 20. Abschlussprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden durch einen Abschlussprüfer geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt wird, und dessen Vergütung von der Gesellschaft zu entrichten ist.

Der Abschlussprüfer wird alle Pflichten gemäß dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 wahrnehmen.

D. Gesellschafterversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 21. Rechte der Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktieninhaber sämtlicher Teilfonds der Gesellschaft. Die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktieninhaber sämtlicher Teilfonds. Die Gesellschafterversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 22. Verfahren der Gesellschafterversammlung.

1. Die Gesellschafterversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Verlangen von Aktieninhaber, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

2. Die ordentliche Gesellschafterversammlung wird entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich an jedem zweiten Dienstag im Monat März um 10:00 Uhr und erstmals im Jahre 2007 am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung enthaltenen Ort abgehalten.

Sofern der erwähnte Tag ein gesetzlicher oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Gesellschafterversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

3. Weitere, außerordentliche Gesellschafterversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

4. Die Aktieninhaber treten auf Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Die Einladung zu der Versammlung wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in einer oder mehreren Luxemburger Zeitung(en) sowie in anderen Zeitungen, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, veröffentlicht. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktieninhaber einberufen wird. In diesem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

5. Sofern sämtliche Aktieninhaber anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäß geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein kann die Gesellschafterversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Um zu den Gesellschafterversammlungen zugelassen werden zu können, sind die Aktieninhaber verpflichtet, ihre Aktienzertifikate bei einem Institut, welches in der Einladung bezeichnet ist, wenigstens fünf Tage vor dem Tag der Versammlung zu hinterlegen.

6. Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktienhabern zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt werden müssen.

7. Jede Aktie berechtigt, unabhängig von der Aktienklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktieninhaber kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktieninhaber sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

8. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber gefasst.

Art. 23. Gesellschafterversammlung in einem Teilfonds oder in einer Aktienklasse. Die Aktieninhaber der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Insbesondere sind die Aktieninhaber, die Aktien eines bestimmten Teilfonds halten, auch befugt, gemeinsam mit dem Verwaltungsrat der Gesellschaft über die Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds zu entscheiden. Dabei wird die Anlagepolitik eines Teilfonds durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft festgelegt. Dieser Beschluss bedarf der Zustimmung der Aktieninhaber, die Aktien des betreffenden Teilfonds halten.

Zudem können Aktieninhaber einer jeden Aktienklasse zu jeder Zeit Gesellschafterversammlungen hinsichtlich alle diese Klasse betreffenden spezifischen Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Gesellschafterversammlungen analog anwendbar.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktieninhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktieninhaber sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber eines Teilfonds mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber gefasst.

Jeder Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher die Rechte der Aktieninhaber einer Aktienklasse im Verhältnis zu den Rechten der Aktieninhaber einer anderen Aktienklasse betrifft, unterliegt einem Beschluss der Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber dieser Aktienklassen und der Berücksichtigung der Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes von 1915.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen. Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettovermögenswert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder monetären Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) zum Aktienwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Aktieninhaber vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen, entsprechend in Kenntnis setzen, soweit die Adressen solcher Aktieninhaber der Gesellschaft nicht bekannt sind. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktieninhaber oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktieninhaber können die Aktieninhaber des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der vorbeschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilswert des Bewertungstages oder des Zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktieninhabern den Anteilswert ihrer Aktien ausbezahlen. Auf den Gesellschafterversammlungen der Aktieninhaber der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Aktien, die nicht eingereicht wurden für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignation hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Aktien werden entwertet.

Unter denselben Umständen, wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds des Fonds oder einem anderen, nach den Bestimmungen gemäß Teil II des Gesetzes 2010 oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen („Neuer Teilfonds“) zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktieninhaber) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben, einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Aktieninhabern während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Aktien zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Gesellschafterversammlung der Aktieninhaber der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds des Fonds beschließen, wobei für einen

solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, wie vorstehend im fünften Absatz beschrieben, erfordert den Beschluss der an dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), wobei ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Aktien und eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden oder vertretenen Aktien erforderlich sind, außer wenn die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertragsrechtlichen Typs (fonds commun de placement) oder einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen erfolgen soll, in welchem Falle der Beschluss nur die Aktieninhaber bindet, welche für die Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jeweils am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Gesellschafterversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktieninhaber erfolgt gegen Vorlage des Ertragsscheins an die hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jede Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung einfordert wurde, verfällt zu Gunsten des Teilfonds der entsprechenden Aktienklasse.

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank.

1. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in der derzeit gültigen Fassung abschließen.

2. Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz vom 17. Dezember 2010.

3. Sofern die Depotbank aus ihrer Aufgabe ausscheiden möchte, wird sich der Verwaltungsrat bestmöglich bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Bekanntgabe dieses Ausscheidens zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Depotbankbestellung beenden, die Depotbank aber nicht ihrer Funktion entheben, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde, um an deren Stelle tätig zu werden.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumerfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktieninhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Liquidation. Die Abwicklung der aufgelösten Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Gesellschafterversammlung mit Zustimmung der Aufsichtsbehörde ernannt. Die Gesellschafterversammlung entscheidet auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 30. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Gesellschafterversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

Art. 31. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz von 1915 sowie das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in der derzeit gültigen Fassung.

Nachdem zum Tagesordnungspunkt 5) „Verschiedenes“ keine weiteren Wortmeldungen mehr vorliegen, stellt der Vorsitzende fest, dass hiermit die Tagesordnung erschöpft ist und schließt die Versammlung.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Munsbach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. LEHNERTZ, T. SCHUH, S. GEMMEL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 22 novembre 2013. Relation: LAC/2013/53027. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 10. Dezember 2013.

Référence de publication: 2013172798/821.

(130210460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Crédit Agricole Private Capital S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 182.188.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of November.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Crédit Agricole Investment Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B-162067 (the "General Partner"),

here represented by Mrs. Dayana Bert, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy given.

2) Crédit Agricole (Suisse) S.A., a corporation (société anonyme) duly incorporated under the laws of Switzerland, with registered office at 4 Quai Général Guisan, 1204 Geneva (Switzerland) and registered with the Registre du Commerce du Canton de Genève under number CH-660.2.124.999-0,

here represented by Mrs Dayana Bert, prenamed,
by virtue of a proxy given in Geneva, on 11 November 2013.

The said proxies initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organised among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions) qualifying as a société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé under the name of "Credit Agricole Private Capital S.C.A., SICAV-SIF" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 13 February 2007"), as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation the initial share capital of the Company was thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by one (1) general partner share subscribed by the General Partner in its capacity as unlimited shareholder (actionnaire-gérant commandité) of the Company and three hundred (300) ordinary shares.

For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be Euro (EUR).

Art. 6. Capital Variation. The share capital of the Company shall vary, without any amendment to the articles of incorporation, as a result of the Company issuing new shares or redeeming its shares.

Art. 7. Sub-Funds. The General Partner may, at any time, create different categories of shares, each one corresponding to a distinct part or "sub-fund" of the Company's net assets (a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The General Partner, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the issuing documents of the Company, that all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of Shares. The shares of the Company may be issued in registered form only.

All shares of the Company issued in registered form shall be registered in the register of shareholders kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from

time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of Shares. The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

In addition to the one or several general partner shares subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, the General Partner may decide to issue one or more classes of ordinary shares, for the Company or for each Sub-Fund, to be subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires).

Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required, its specific distribution rights or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature.

Within each class, there may be capitalisation share-type and distribution share-types.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The General Partner may decide not to issue or to cease issuing classes, types or sub-types of shares in one or more Sub-Funds.

The General Partner may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class and type of share making up this Sub-Fund and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 10. Issue of Shares. Subject to the provisions of the Law of 13 February 2007, the General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the Law of 13 February 2007, the General Partner may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares of a Sub-Fund to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor.

Art. 11. Redemption. The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of incorporation.

The Company shall not proceed to redemption of shares in the event the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the Law of 13 February 2007 as a result of such redemption.

The redemption price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. The redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 "Limitation on the ownership of shares" herein.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the Redemption Price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Transfer of Shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, ordinary shares held by such a shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any transfer or assignment of ordinary shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement and / or shareholders agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise determined by the General Partner for certain classes of shares or with respect to specific Sub-Funds in the issuing documents of the Company, shareholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into shares of the same class in another Sub-Fund or into shares of another existing class of that or another Sub-Fund. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any natural person or legal entity if the General Partner considers that this ownership violates the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company.

In such instance, the General Partner may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company. The following procedure shall be applied:

1. the General Partner shall send a notice (the "Redemption Notice") to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the Redemption Notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the Redemption Notice. From the closing of the offices on the day specified in the Redemption Notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the Redemption Notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

2. the price at which the shares specified in the Redemption Notice shall be redeemed (the "Redemption Price") shall be determined in accordance with the rules fixed by the General Partner and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the Redemption Price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such Redemption Price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the General Partner may restrict or block the ownership of shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of "US Person" under such laws.

Given the above, and for the avoidance of doubt, in the event the General Partner finds out that a potential investor in any of the Sub-Funds, or an already existing shareholder in any Sub-Fund, is not, or is no longer a well-informed investor within the meaning of article 2 of the Law of 13 February 2007, the above described procedures shall be applied.

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Company, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a "Valuation Day") and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
 - all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
 - all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
 - all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
 - all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
 - the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
 - the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
- and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the General Partner; and

- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: preliminary expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements and financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the General Partner for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Appraisal and Valuations Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Sub-Fund, and/or if such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the Net Asset Value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the General Partner. Moreover, if the valuation reported for an investment fund is not appraised at fair value, it may be adjusted to reflect fair value in accordance with appropriate professional standards as also determined in good faith under the direction of the General Partner;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the General Partner on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organisation which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Sub-Funds is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;
- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;
- in exceptional circumstances, whenever the General Partner considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Sub-Fund, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

Chapter IV - Administration and Management of the company

Art. 18. General Partner. The Company shall be managed by "Credit Agricole Investment Management S.à r.l." in its capacity as general partner of the Company (actionnaire gérant commandite), a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner").

The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. In case of several General Partners, their liability shall be joint and several.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amending the articles of incorporation, a successor manager which needs to be a member of the Credit Agricole Group of companies. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 19. Powers of the General Partner. The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Company and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set forth in the issuing documents of the Company, in compliance with applicable laws and regulations.

The Company is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 20. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 21. Liability. The holders of ordinary shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 22. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 23. Indemnification. The General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner (the "Indemnified Persons") may be exculpated and entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law by the Company against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability, reasonably incurred by, or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Sub-Funds or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General meetings

Art. 24. General meetings of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, unless otherwise provided herein, any resolution of the general meeting of shareholders amending the articles of incorporation or creating rights or obligations vis-a-vis third parties must be approved by the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 10.30 a.m. on the third Tuesday of the month of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

The requirements for participation, the quorum and the majority at each general meeting are those outlined in articles 67 and 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these articles of incorporation must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

In accordance with article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any Sub-Fund, class or type vis-a-vis the rights of the holders of shares of any other Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types. The resolutions, in order to be valid, must be adopted in compliance with the quorum and majority requirements referred herein, with respect to each Sub-Fund or Sub-Funds, class or classes, type or types concerned.

Art. 25. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares. The provisions of article 24 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 26. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of ordinary shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of ordinary shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of ordinary shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of ordinary shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the General Partner, to decide the redemption of all the ordinary shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their ordinary shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and the consent of the General Partner.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the Law of 13 February 2007 or the law dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "New Sub-Fund") and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the New Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred *de jure* to the New Sub-Fund.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide

by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the General Partner, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 27. Financial Year. The financial year of the Company shall start on 1st January of each year and shall end on 31st December.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 28. Distributions. The General Partner, within the limits provided by law and these articles of incorporation, determines how the results of the Company and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the issuing documents of the Company.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII - Auditor

Art. 29. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 30. Depositary. The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 31. Winding-up - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of incorporation.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the Law of 13 February 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignment, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

Chapter IX - General provisions

Art. 32. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these articles of incorporation, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

153594

Subscription and Payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares	Value
1.- Crédit Agricole Investment Management S.à r.l.	one (1) general partner share	EUR 1,000.-
2. Crédit Agricole Investment Management S.à r.l.	one (1) ordinary share	EUR 100.-
3.- Crédit Agricole (Suisse) S.A.	two hundred and ninety nine (299) ordinary shares	EUR 29,900.-

Upon incorporation, the general partner share and all ordinary shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2013.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2014. The first annual report of the Company will be dated 31 December 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Statements

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be at 5, allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) for the Company shall be:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, having its registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of 31 December 2013.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person this deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing persons, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: D. BERT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 novembre 2013. Relation: LAC/2013/53282. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170132/648.

(130207511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2013.

A. Menarini Participations Internationales S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 9.956.

L'an deux mille treize,

le six décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «A. MENARINI PARTICIPATIONS INTERNATIONALES S.A.» (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 9.956.

La Société fut constituée suivant acte notarié en date du 26 novembre 1971, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 8 avril 1972, numéro 47.

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 16 janvier 2013, publié au Mémorial C en date du 25 avril 2013, sous le numéro 994 et page 47681.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de Monsieur Giovanni d'AUBERT, administrateur, demeurant à Fentange, Grand-Duché de Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Paul CAPELLINI, employé privé, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée générale choisit comme scrutateur Monsieur Mathieu GRANDJEAN, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Augmentation du capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de CENT VINGT-DEUX MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE-CINQ EUROS (122'855'000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de SEPT CENT TROIS MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (703'965'000.- EUR) à un montant de HUIT CENT VINGT-SIX MILLIONS HUIT CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (826'820'000.- EUR) par la création et l'émission de cent vingt- deux mille huit cent cinquante-cinq (122'855) actions nouvelles supplémentaires d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.- EUR) par action, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

2) Renonciation des actionnaires existants de la Société, pour autant que de besoin, à leur droit préférentiel de souscription; souscription et libération des cent vingt-deux mille huit cent cinquante-cinq (122'855) actions nouvelles par l'actionnaire existant, la société «A. MENARINI INDUSTRIE FARMACEUTICHE RIUNITE S.r.l.» au moyen d'un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et immédiatement exigible, figurant en compte courant actionnaire à la situation intermédiaire de la Société au 31 octobre 2013, d'un montant de CENT VINGT-DEUX MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE-CINQ MILLE EUROS (122'855'000.- EUR).

3) Modification subséquente de l'article TROIS (3) des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital à décider ci-avant et qui aura désormais la nouvelle teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social souscrit est fixé à HUIT CENT VINGT-SIX MILLIONS HUIT CENT VINGT MILLE EUROS (826'820'000.- EUR) représenté par huit cent vingt-six mille huit cent vingt (826'820.-) actions ordinaires d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.-EUR) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, aux termes et conditions prévues par la loi, racheter ses propres actions.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social d'un montant de SEPT CENT TROIS MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (703'965'000.- EUR), divisé en sept cent trois mille neuf cent soixante-cinq (703'965.-) actions d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.-EUR) par action, étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée générale, réunissant donc l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de procéder à une augmentation de capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de CENT VINGT-DEUX MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE-CINQ MILLE EUROS (122'855'000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de SEPT CENT TROIS MILLIONS NEUF

CENT SOIXANTE-CINQ MILLE EUROS (703'965'000.- EUR) à un montant de HUIT CENT VINGT-SIX MILLIONS HUIT CENT VINGT MILLE EUROS (826'820'000.- EUR) par la création et l'émission de cent vingt-deux mille huit cent cinquante-cinq (122'855) actions nouvelles supplémentaires d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.- EUR) par action, chaque action avec les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et conférant droit à des dividendes à partir du jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

Souscription et Libération

Toutes les cent vingt-deux mille huit cent cinquante-cinq (122'855) actions ordinaires nouvelles ont été intégralement souscrites par l'actionnaire existant «A. MENARINI INDUSTRIE FARMACEUTICHE RIUNITE s.r.l.», une société constituée et existant sous les lois de l'Italie, établie et ayant son siège social à Florence (I), 3, Via Sette Santi, au prix de MILLE EUROS (1'000.- EUR) par action nouvellement émise par la Société, le second actionnaire ayant expressément renoncé à son droit préférentiel de souscription lors de la souscription de ces actions nouvelles.

Les parties mentionnées sont dûment représentées par Monsieur Andrea Olivieri prénommé, en vertu de deux (2) procurations annexées au présent acte.

Les mêmes cent vingt-deux mille huit cent cinquante-cinq (122.855) actions présentement souscrites par le seul souscripteur susnommé, la société «A. MENARINI INDUSTRIE FARMACEUTICHE RIUNITE s.r.l.», ont été intégralement libérées au moyen d'un apport en nature consistant en une créance certaine, liquide et immédiatement exigible, figurant en compte courant actionnaire à la situation intermédiaire de la Société au 31 octobre 2013, d'un montant de CENT VINGT-DEUX MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE-CINQ MILLE EUROS (122'855'000.- EUR).

L'apport en nature de cette créance a fait l'objet d'un rapport établi et signé préalablement à l'augmentation de capital par le réviseur d'entreprises, la société «FPS Audit S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

lequel rapport établi le 5 décembre 2013, conformément à l'article 26-1 de la loi sur les sociétés, telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983, conclut comme suit:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus à la section 4 de ce rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'augmentation de capital par apport autre qu'en numéraire d'une créance envers la société d'un montant de EUR 122 855 000,00, et qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, pour un montant total de EUR 122 855 000,00, représenté par 122 855 actions de la Société d'une valeur nominale de EUR 1 000,00 chacune et intégralement libérées.»

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par tous les membres du bureau et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

A la suite de quoi, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé d'accepter ladite souscription et la libération intégrale de l'apport en nature par le seul souscripteur et de lui allouer les cent vingt-deux mille huit cent cinquante-cinq (122'855) actions nouvelles entièrement libérées.

Deuxième résolution

Afin de refléter l'augmentation de capital ainsi réalisée et acceptée par l'assemblée générale des actionnaires, cette dernière DECIDE de modifier en conséquence l'article TROIS (3) des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social souscrit est fixé à HUIT CENT VINGT-SIX MILLIONS HUIT CENT VINGT MILLE EUROS (826'820'000.- EUR)

représenté par huit cent vingt-six mille huit cent vingt (826'820,-) actions ordinaires d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1'000.-EUR) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, aux termes et conditions prévues par la loi, racheter ses propres actions.».

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital, est évalué approximativement à la somme de six mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: G. D'AUBERT, J.P. CAPELLINI, M. GRANDJEAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16180.

Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013172848/122.

(130211237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Alsept Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.006.

Albert 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 175.800.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille treize, le trois décembre.

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- Le conseil d'administration de la société anonyme ALSEPT PROMOTIONS S.A., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.006, représenté aux fins des présentes par deux de ses administrateurs, à savoir:

- Monsieur Nico MARÉCHAL, administrateur de société, ayant son adresse professionnelle à L-8184 Kopstal, 1, rue de Luxembourg, et

- Monsieur Thierry HELLERS, administrateur de société, ayant son adresse professionnelle à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Lequel conseil est ici représenté par Madame Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 2 décembre 2013.

2.- Le conseil d'administration de la société anonyme ALBERT 2 S.A., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.800, représenté aux fins des présentes par deux de ses administrateurs, à savoir:

- Monsieur Nico MARÉCHAL, prénommé, et

- Monsieur Thierry HELLERS, prénommé.

Lequel conseil est ici représenté par Madame Peggy Simon, prénommée, vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 2 décembre 2013.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter en la forme authentique le projet de fusion qui suit:

Données et Objectifs de la fusion projetée

La société anonyme ALSEPT PROMOTIONS S.A. déclare détenir toutes les actions et autres titres susceptibles de conférer un droit de vote de la société ALBERT 2 S.A..

Il est proposé de réaliser la fusion par absorption de la société ALBERT 2 S.A. par la société ALSEPT PROMOTIONS S.A. et les organes de gestion de chacune des sociétés qui fusionnent ont établi par écrit un projet de fusion qu'ils requièrent par les présentes le notaire soussigné d'acter comme suit:

Dispositions du projet de fusion.

Description des sociétés à fusionner:

1. Société Absorbante. La société anonyme ALSEPT PROMOTIONS S.A., ci-après désignée la "Société Absorbante", avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.006, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 juillet 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2233 du 12 septembre 2013

Son capital social s'élève à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un Euros (EUR 31.-), toutes intégralement souscrites et libérées.

2. Société Absorbée. La société anonyme ALBERT 2 S.A., ci-après désignée la "Société Absorbée", avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.800, a été constituée originellement sous forme d'une société civile immobilière suivant acte sous seing privé en date du 2 mars 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1081 du 27 avril 2012.

La société a été transformée en société anonyme suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 6 mars 2013, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1018 du 29 avril 2013.

Son capital social s'élève à trente-et-un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par six cent vingt (620) actions d'une valeur nominale de cinquante Euros (EUR 50.-) chacune, toutes intégralement libérées.

Modalités de la Fusion

La fusion sera réalisée par voie d'absorption de la société ALBERT 2 S.A. par son unique actionnaire, la société ALSEPT PROMOTIONS S.A..

La société absorbante étant titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant droit de vote de la société à absorber, l'opération est soumise aux dispositions de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 régissant les fusions simplifiées.

Actions nouvelles - Rapport d'échange

Etant donné que la Société Absorbante détient l'entière du capital et titres quelconques de la Société Absorbée, il ne sera pas émis de nouvelles actions par la Société Absorbante et aucun échange d'actions n'est à envisager. A défaut de rapport d'échange à calculer, compte tenu des dispositions de l'article 278 auquel il est fait référence ci-avant, il n'est pas nécessaire de faire établir de rapports d'experts ni que les conseils d'administration respectifs ne produisent de rapports aux actionnaires.

A défaut d'émission d'actions nouvelles, il n'y a pas lieu de fixer les modalités de leur remise ni d'indiquer la date à partir de laquelle elles donneraient le droit de participer aux bénéfices.

Dates de prise d'effet sur le plan comptable et Juridique:

Le projet de fusion est basé sur les bilans respectifs de la Société Absorbée et de la Société Absorbante établis en date du 30 septembre 2013.

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont conventionnellement considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante est fixée au 30 septembre 2013, et tous bénéfices ou pertes réalisés par la Société Absorbée après cette date sont censés réalisés pour le compte de la Société Absorbante.

La fusion sera réalisée à la date où seront intervenues les décisions concordantes prises au sein des sociétés en cause c'est-à-dire à la date de la dernière assemblée générale des sociétés fusionnantes approuvant le projet et la fusion et sera opposable aux tiers après la publication de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Respect des droits particuliers:

Au moment de la fusion, la Société Absorbée ne comptera aucune action ayant des droits spéciaux, aucun emprunt obligataire, aucune part de fondateurs ou titres quelconques autres que des actions. Il n'y a dès lors pas à indiquer les mesures proposées à l'égard d'associés ayant des droits spéciaux ou de porteurs de titres pour assurer le respect de leurs droits.

Attribution d'avantages particuliers.

Il n'est accordé, par l'effet de la fusion, aucun avantage particulier ni aux administrateurs, ni aux experts, ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

Conséquences de la fusion:

La fusion par absorption entraînera de plein droit toutes les conséquences prévues par l'article 274 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Ainsi, par l'effet de la fusion, la Société Absorbée sera dissoute, toutes les actions représentant son capital social seront annulées et tous ses actifs et passifs seront universellement transmis de plein droit à la Société Absorbante.

Il est signalé que le patrimoine de la Société Absorbée comprend l'immeuble suivant, situé à Luxembourg, 13, avenue du Dix Septembre, inscrit au cadastre comme suit:

COMMUNE DE LUXEMBOURG, SECTION HoE de MERL-SUD

- Numéro 888/2803, lieu-dit: "Avenue du Dix Septembre", place (occupée), bâtiment à habitation, contenant 02 ares 99 centiares.

Le transfert des droits réels n'étant opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations, il y aura lieu d'accomplir les formalités requises auprès de Bureau de la Conservation des Hypothèques compétent dans les six mois à compter de la date à laquelle la fusion prend effet.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prennent fin à la date d'effet de la fusion. La décharge sera proposée à l'assemblée générale d'approbation de la fusion.

Information

Tous les actionnaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur le projet de fusion, de prendre connaissance au siège social de la société dont ils sont actionnaires, du projet de fusion, des comptes annuels, y compris ceux au 31 décembre 2012 ainsi que des rapports de gestion et tous autres documents, tels que déterminés à l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la transmission universelle de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales, tel que modifiée.

Dont acte, fait et passé à Echternach, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, agissant comme dit ci-avant, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 05 décembre 2013. Relation: ECH/2013/2274. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172888/130.

(130211279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

RINNEN Constructions Générales S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9946 Binsfeld, 25, Elwenterstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 94.657.

L'an deux mil treize, le vingt-quatre octobre.

Pardevant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1.- Madame Danièle RINNEN-PUTZ, gérante de sociétés, demeurant professionnellement à L-9946 Binsfeld, 25, Elwenterstrooss,

2.- Monsieur Bob RINNEN, ingénieur diplômé, demeurant professionnellement à L-9946 Binsfeld, 25, Elwenterstrooss,

3.- Mademoiselle Betty RINNEN, institutrice, demeurant à L-9145 Erpeldange, 156, Porte des Ardenes,

4.- Mademoiselle Tessy RINNEN, institutrice, demeurant à L-9910 Troisvierges, 5, rue de la Laiterie,

Les comparantes sub 3 et 4 étant ici représentées par Monsieur Bob RINNEN, préqualifié, en vertu de deux procurations sous seing privé datées du 22 octobre 2013,

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par les parties et le notaire, demeureront annexées aux présentes pour être formalisées en même temps.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. La société à responsabilité limitée «RINNEN Constructions Générales S.à r.l.», avec siège à Binsfeld, 25, Elwenterstrooss, inscrite au RCSL sous le numéro B 94 657, a été constituée, sous la dénomination de «Constructions Générales Jean-Pierre Rinnen et Fils S. à r.l.», aux termes d'un acte reçu par le notaire Christine DOERNER, alors de résidence à Clervaux en date du 24 mai 1984, publié au Mémorial C, numéro 184 du 10 juillet 1984, et ses statuts ont été modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 novembre 2009, publié au Mémorial C numéro 1.234 du 14 juin 2010.

II. Le capital social s'élève à CINQ CENT MILLE (500.000.-) EUROS, représenté par CINQ MILLE (5.000) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées comme suit:

- Madame Danièle RINNEN-PUTZ, trois mille cinq cents parts sociales 3.500

- Monsieur Bob RINNEN, cinq cents parts sociales	500
- Mademoiselle Betty RINNEN, cinq cents parts sociales	500
- Mademoiselle Tessy RINNEN, cinq cents parts sociales	500
Total : cinq mille parts sociales	5.000.

Sur ce:

Madame Danièle RINNEN-PUTZ a déclaré confirmer l'apport de ses TROIS MILLE CINQ CENTS (3.500) parts sociales à la société DPR SA, ayant son siège dans la commune de Weiswampach, constituée ce jour mais antérieurement aux présentes, et pour laquelle accepte son administrateur unique.

Cet apport est estimé à TROIS CENT UN MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-SIX EUROS QUATRE CENTS (301.686,04 €).

La cessionnaire est propriétaire des parts cédées dès ce jour et elle en a la jouissance et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à partir de ce jour.

Acceptation

L'ensemble des autres associés ayant déclaré renoncer à leur droit de préemption, et Monsieur Bob RINNEN agissant également en tant que gérant technique, déclarent consentir à la cession de parts ci-avant mentionnée, conformément à l'article 1690 du Code Civil, et la tiennent pour valablement signifiée à la société et à eux-mêmes.

Frais

Le montant des frais, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de DEUX MILLE CINQ CENT CINQUANTE (2.550.-) EUROS.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Rinnen, Putz, THOLL.

Enregistré à Mersch, le 30 octobre 2013. Relation: MER/2013/2311. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Muller.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial C.

Mersch, le 8 novembre 2013.

Référence de publication: 2013156270/56.

(130190772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Pillar shipping S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.764.

STATUTS

La Société a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 15 novembre 2013.

1. Raison sociale. La Société a été constituée sous la dénomination de «Pillar shipping S.C.S.».

2. Durée de la société. La Société a été constituée pour une durée illimitée.

3. Objet social. La Société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement et la gestion de navires, ainsi que les opérations financières et commerciales liées directement ou non à cet objet.

4. Siège social. Le siège social de la Société est établi au 35a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

5. Associée commanditée. L'associée commanditée, indéfiniment et solidairement responsable, est Pillar Investments Limited, une société constituée sous les lois de Gibraltar, ayant son adresse au 124, Irish Town, Gibraltar, enregistrée auprès du registre des sociétés de Gibraltar (Registrar of Companies) sous le numéro 110678.

6. Administration de la société. La Société est exclusivement gérée par l'associé commandité.

La Société est valablement représentée (i) par l'associée commanditée et (ii) par toute personne à qui ce pouvoir a été délégué spécialement par l'associée commanditée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013163757/24.

(130199553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.